

République du Bénin

-----  
**Cour constitutionnelle**  
-----

**GREFFE**



N° 114 / CC/GEC

**CHAMBRE DES AUDIENCES PLENIERES**  
**RÔLE DE L'AUDIENCE DU JEUDI 20 NOVEMBRE 2025**

**HEURE : 10 HEURES**

**LIEU : Salle des audiences publiques de la Cour constitutionnelle sise à  
Ganhi, avenue Gouverneur général PONTY à Cotonou**

N°	N° DU RECOURS	REQUÉRANT	REQUIS	OBJET	OBSERVATION
1.	2153/391/REC-24 du 05/11/2024	Amadou BOUBE	Commission de l'instruction de la CRIET	Demande d'intervention de la Cour dans une procédure judiciaire.	
2.	0357/101/REC-25 du 14/02/2025	- Sowatchè Jean NOUMONVI - Sobakin TOKEME - Michito TOKEME	Procureur de la République près le TPI de 2 <sup>ème</sup> classe d'Aplahoué	Demande d'intervention de la Cour dans une procédure judiciaire.	
3.	0976/218/REC-25 du 24/04/2025	Alexis LITCHOU	Juge du 3 <sup>ème</sup> cabinet d'instruction du TPI de 1 <sup>ère</sup> classe de Cotonou	Recours en inconstitutionnalité d'une détention provisoire.	
4.	0635/149/REC-25 du 19/03/2025	Cour Royale de Savè Rep/Oba Adétutu Akinmu AFOUDA	Assemblée nationale	Recours en inconstitutionnalité de la loi n°2025-09 du 13 mars 2025 portant cadre juridique de la chefferie traditionnelle en République du Bénin.	
5.	0662/153/REC-25 du 21/03/2025	Chefs dignitaires des arrondissements de Savalou Ouest Rep/Issikotan LABITE	Assemblée nationale	Recours en inconstitutionnalité de la loi n°2025-09 du 13 mars 2025 portant cadre juridique de la chefferie traditionnelle en République du Bénin.	
6.	2475/461/REC-24 du 17/12/2024	Daté Avo Crépin GAVIS	Commission de l'instruction de la CRIET	Recours pour détention arbitraire, vice de procédure et violation de droits humains.	

7.	0128/039/REC-25 du 21/01/2025	Landry Angelo ADELAKOUN et autres	Société Béninoise des Boissons Rafrachissantes (SOBEBRA) <b>(Me Issiaka MOUSTAPHA)</b> Ministère du Cadre de Vie et du Développement Durable	Recours pour violation du droit à la santé et à un environnement sain.	
8.	0808/138/REC-23 du 18/04/2023	Prosper BODJRENOU	Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et de la Législation	Recours pour violation des articles 8 et 15 de la Constitution.	
9.	1169/183/REC-23 du 20/06/2023	Edmond Comlan TCHIBOZO	Agent Judiciaire de l'État Ministère de l'Économie et des Finances Agence Nationale du Domaine et du Foncier Ex-Coordonnateur national du Projet MARIAGLETA	Recours pour violation de l'article 22 de la Constitution.	
10	1456/209/REC-23 du 03/08/2023	Basile AZONDOGA	Commissaire en charge du commissariat d'Arrondissement de Houédogli	Recours pour abus de pouvoir, menaces de mort et violation de la Constitution.	



11	1972/284/REC-23 du 26/10/2023	Serge Roberto PRINCE AGBODJAN	Maître Alain AKPO, Huissier de justice	Recours pour violation de la Constitution.	
12	1340/298/REC-25 du 10/06/2025	Samuel ADJALLALA	Ministère de la Défense nationale	Recours pour violation de la Constitution.	
13	2237/461/REC-25 du 05/11/2025	Philippe GOUKPANIAN	Assemblée nationale	Recours contre la proposition de loi portant révision de la Constitution	
14	2312/469/REC-25 du 18/11/2025	Mahoukpégo Hénoc FATON	Président de l'Assemblée nationale  Directeur général de la SBEE	Recours pour violation de l'article 35 de la Constitution à raison de la coupure de l'électricité lors de la séance publique des 14 et 15 novembre 2025 à l'Assemblée nationale et pour défaut de mise en service du groupe électrogène	
15	2315/470/REC-25 du 18/11/2025	Habibou WOROUCOUBOU	Assemblée nationale	Recours pour violation manifeste des articles 154 et 155 de la Constitution du 11 décembre 1990 à l'occasion de la procédure d'adoption d'une nouvelle Constitution par l'Assemblée nationale, le 15 novembre 2025	





16	2317/471/REC-25 du 18/11/2025	Noël Olivier KOKO	Président de l'Assemblée nationale  Directeur général de la SBEE	Recours pour violation de l'article 35 de la Constitution à raison de la coupure de l'électricité lors de la séance publique des 14 et 15 novembre 2025 à l'Assemblée nationale et pour défaut de mise en service du groupe électrogène	
17	2321/472/REC-25 du 19/11/2025	Zénabou KORA	Assemblée nationale	Recours en inconstitutionnalité de la recevabilité de la proposition de loi portant modification de la loi n°90-32, du 11 décembre 1990, portant Constitution de la République du Bénin, dès son dépôt sur le bureau de l'Assemblée nationale, le 30 octobre 2025, de la procédure législative et de la loi subséquente telle qu'amendée.	
18	2322/473/REC-25 du 19/11/2025	Raouf SARIKI	Assemblée nationale	Recours en inconstitutionnalité de la recevabilité de la proposition de loi portant modification de la loi n°90-32, du 11 décembre 1990, portant Constitution de la République du Bénin, dès son dépôt sur le bureau de l'Assemblée nationale, le 30 octobre 2025, de la procédure législative et de la loi subséquente telle qu'amendée.	



19	2323/474/REC-25 du 19/11/2025	Edwige Ogoussi TOSSAH	Assemblée nationale	Recours en inconstitutionnalité de la recevabilité de la proposition de loi portant modification de la loi n°90-32, du 11 décembre 1990, portant Constitution de la République du Bénin, dès son dépôt sur le bureau de l'Assemblée nationale, le 30 octobre 2025, de la procédure législative et de la loi subséquente telle qu'amendée.	
20	2324/475/REC-25 du 19/11/2025	Habibou WOROUCOUBOU	Assemblée nationale	Recours en inconstitutionnalité de la recevabilité de la proposition de loi portant modification de la loi n°90-32, du 11 décembre 1990, portant Constitution de la République du Bénin, dès son dépôt sur le bureau de l'Assemblée nationale, le 30 octobre 2025, de la procédure législative et de la loi subséquente telle qu'amendée.	



21	2325/476/REC-25 du 19/11/2025	Bio Sika Abdel Kamel OUASSAGARI	Assemblée nationale	Recours en inconstitutionnalité de la recevabilité de la proposition de loi portant modification de la loi n°90-32, du 11 décembre 1990, portant Constitution de la République du Bénin, dès son dépôt sur le bureau de l'Assemblée nationale, le 30 octobre 2025, de la procédure législative et de la loi subséquente telle qu'amendée.	
22	2326/477/REC-25 du 19/11/2025	Djima OGBON	Assemblée nationale	Recours en inconstitutionnalité de la loi de révision de la Constitution, votée le 15 novembre 2025, par l'Assemblée nationale.	
23	2327/478/REC-25 du 19/11/2025	Hélène OLOUSSOUMAI	Assemblée nationale	Recours en inconstitutionnalité de la recevabilité de la proposition de loi portant modification de la loi n°90-32, du 11 décembre 1990, portant Constitution de la République du Bénin, dès son dépôt sur le bureau de l'Assemblée nationale, le 30 octobre 2025, de la procédure législative et de la loi subséquente telle qu'amendée.	



Le présent rôle annule et remplace celui portant le numéro 113/CC/GEC du 19 novembre 2025

Cotonou, le 20 NOV 2025

Le Greffier en chef



**Sylvestre FARRA**